

§ 2. Le tribunal correctionnel de Bruges est seul compétent pour les infractions en matière de pêche maritime.”

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 5 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

K. PINXTEN

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—————
Note

(1) *Session de 1997-1998*

Chambre des représentants
Documents 1701. — N° 1 : Projet de loi.
— N° 2 : Rapport.
— N° 3 : Texte adopté par la commission.
— N° 4 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Annales. — 17 décembre 1998.

Session de 1998-1999

Sénat
Documents 1211. — N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.
— N° 2 : Rapport.
— N° 3 : Texte adopté par la commission.
— N° 4 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Annales. — 20 et 21 janvier 1999.

§ 2. Alleen de correctionele rechtbank van Brugge is bevoegd voor de misdrijven inzake zeevisserij.”

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 5 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—————
Nota

(1) *Zitting 1997-1998*

Kamer van volksvertegenwoordigers
Gedr. St. 1701. — Nr. 1 : Wetsontwerp.
— Nr. 2 : Verslag.
— Nr. 3 : Tekst aangenomen door de commissie.
— Nr. 4 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Handelingen. — 17 december 1998.

Zitting 1998-1999

Senaat
Gedr. St. 1211. — Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.
— Nr. 2 : Verslag.
— Nr. 3 : Tekst aangenomen door de commissie.
— Nr. 4 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Handelingen. — 20 en 21 januari 1999.

F. 99 — 911

[C - 99/16091]

22 MARS 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1996 relatif à l'application du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3 § 1^{er}, 1°, modifié par la loi du 29 décembre 1990;

Vu le Règlement (CEE) n° 3950/92 du Conseil du 28 décembre 1992 établissant un prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 903/98;

Vu le Règlement (CEE) n° 536/93 de la Commission du 9 mars 1993 fixant les modalités d'application du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 1255/98;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1996 relatif à l'application du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers, modifié par les arrêtés royaux des 10 janvier 1997, 14 janvier 1997, 8 septembre 1997, 27 mars 1998 et 6 octobre 1998;

Vu la concertation avec les Gouvernements régionaux;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3 § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par la nécessité que les producteurs puissent être informés dès le début de la nouvelle période, soit le 1^{er} avril 1999, des modifications intervenues quant à leurs droits et obligations;

N. 99 — 911

[C - 99/16091]

22 MAART 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1996 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1°, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 3950/92 van de Raad van 28 december 1992 tot instelling van een extra heffing in de sector melk en zuivelproducten, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 903/98;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 536/93 van de Commissie van 9 maart 1993 tot vaststelling van de uitvoeringsbepalingen voor de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 1255/98;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1996 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 januari 1997, 14 januari 1997, 8 september 1997, 27 maart 1998 en 6 oktober 1998;

Gelet op het overleg met de Gewestregeringen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3 § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd door de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om de producenten te kunnen informeren vanaf het begin van het nieuwe tijdvak, te weten vanaf 1 april 1999, omtrent de tot stand gekomen wijzigingen wat hun rechten en plichten betreft;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 2 octobre 1996, relatif à l'application du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers, sont apportées les modifications suivantes :

A) le point 6 est remplacé par la disposition suivante : « Le producteur : l'exploitant agricole, personne physique ou morale, ou groupement de personnes physiques ou de personnes morales ou des deux, qui gère de manière autonome à son profit et pour son compte une exploitation et qui, de ce chef, vend du lait ou d'autres produits laitiers directement au consommateur final ou les livre à un acheteur. »

B) le point 10 est remplacé par la disposition suivante : « L'unité de production laitière : l'ensemble des moyens, en connexité fonctionnelle, exploités par le producteur pour la production de lait comprenant, à son usage exclusif, l'étable pour les vaches laitières, les terres servant à la production laitière, l'installation laitière, les vaches laitières, les stocks d'aliments et le refroidisseur de lait ou les cruches à lait. »

C) le point 15, c. est remplacé par la disposition suivante : « cette exploitation, telle que reprise, doit effectivement être exploitée pour la production laitière durant au moins 9 ans à partir de la date de transfert de la quantité de référence. Durant cette période, cette exploitation ne peut être ni démantelée ni délocalisée en tout ou partie.

D) le point 16 1^o, c. est remplacé par la disposition suivante : « cette exploitation, telle que créée, doit effectivement être exploitée pour la production laitière durant au moins 9 ans à partir de la date de transfert de la quantité de référence. Durant cette période, cette exploitation ne peut être ni démantelée ni délocalisée en tout ou partie.

Art. 2. Dans l'article 4, § 2 1^o, 2e alinéa du même arrêté royal, les mots « pendant la même période » sont insérés entre les mots « Au cas où un producteur n'a pas introduit » et « de demande ».

Art. 3. Dans l'article 5 du même arrêté, le point c, 1^{er} tiret est remplacé par la disposition suivante :

« - Le producteur-cédant a cédé la totalité de son exploitation, constituée d'une seule unité de production, avec la totalité des quantités de référence à un producteur qui réalise une reprise d'exploitation telle que définie à l'article 1er, point 15 et il reprend une autre exploitation comme défini à l'article 1er, point 15. Cette autre exploitation ne peut comprendre ni l'étable, ni les terres ni l'installation laitière cédées auparavant par le cessionnaire ».

Art. 4. L'article 9 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9. § 1er. Des quantités de référence qui font ou ont fait l'objet d'un transfert, visé aux articles 5 et 13, hormis en cas de reprise ou de création d'exploitation, 90 % sont ajoutées à la réserve nationale lorsque ce transfert s'opère, entre producteurs qui ne sont ni parents ni alliés au premier degré.

§ 2. a) Le lien de parenté ou d'alliance au premier degré entre cédant et cessionnaire doit exister :

1^o pour une société agricole : au moins dans le chef de l'un des associés gérants qui ont été nommés dans l'acte de constitution de la société agricole ou qui ont la qualité de gérant de cette société agricole sans discontinuer pendant les 9 périodes précédentes;

2^o pour un groupement de personnes physiques : au moins dans le chef de l'une des personnes physiques constituant le groupement.

b) En outre les conditions suivantes doivent être remplies pour satisfaire à l'exigence d'un lien de parenté ou d'alliance au premier degré :

1^o si le producteur-cessionnaire est une société agricole, tous les associés gérants visés au point a), 1^o doivent être entre eux parents ou alliés au premier degré ou parents collatéraux au deuxième degré;

2^o si le producteur-cessionnaire est un groupement de personnes physiques :

- soit tous les membres personnes physiques le constituant doivent être entre eux parents ou alliés au premier degré ou parents collatéraux au deuxième degré;

Op voordracht van Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Aan artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1996, betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) punt 6 wordt vervangen door de volgende bepaling : »De producent : de landbouwwuitbater, natuurlijke of rechtspersoon of groepering van natuurlijke personen of rechtspersonen of van beide, die op een autonome manier voor eigen profijt en rekening een bedrijf beheert en die uit dien hoofde, rechtstreeks melk of andere zuivelproducten aan de eindverbruiker verkoopt of die ze levert aan een koper. »

B) punt 10 wordt vervangen door de volgende bepaling : « De melkproductie-eenheid : het geheel van de functioneel samenhangende middelen, door de producent uitgebaat voor de productie van melk omvattend, voor zijn exclusief gebruik, de melkveestal, de voor de melkproductie gebruikte gronden, de melkinstallatie, de melkkoeien, de voedervoorraden en de melkkoeltank of de melkkuiken. »

C) punt 15, c. wordt vervangen door de volgende bepaling : "dit als dusdanig overgenomen bedrijf moet daadwerkelijk uitgebaat worden, voor de productie van melk, gedurende ten minste 9 jaar vanaf de datum van de overdracht van de referentiehoeveelheid. Tijdens deze periode mag dit bedrijf in zijn geheel of gedeeltelijk niet worden ontmanteld noch verhuisd.

D) punt 16 1^o, c. wordt vervangen door de volgende bepaling : "dit als dusdanig opgerichte bedrijf moet daadwerkelijk uitgebaat worden voor de melkproductie gedurende minstens 9 jaar vanaf de datum van de overdracht van de referentiehoeveelheid. Tijdens deze periode mag dit bedrijf in zijn geheel of gedeeltelijk niet worden ontmanteld noch verhuisd.

Art. 2. In artikel 4, § 2 1^o, 2e lid van hetzelfde besluit worden de woorden « tijdens hetzelfde tijdvak » toegevoegd tussen de woorden « Ingeval een producent » en « geen aanvraag voor definitieve vrijmaking ».

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit, wordt punt c, 1e gedachte-streepje vervangen door de volgende bepaling :

« - De producent-overlater heeft zijn gehele bedrijf, bestaande uit een enkele productie-eenheid, overgelaten samen met de volledige referentiehoeveelheid aan een producent die dit bedrijf overneemt zoals gedefinieerd in artikel 1, punt 15 en die producent-overlater neemt een ander bedrijf over, zoals gedefinieerd in artikel 1, punt 15. Dit andere bedrijf mag noch de stal, noch de gronden noch de melkinstallatie omvatten die eerder werden overgelaten door de overnemer ».

Art. 4. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 9. § 1. Van de referentiehoeveelheden die het voorwerp uitmaken of uitgemaakt hebben van een overdracht bedoeld in artikelen 5 en 13 en die buiten het geval van overname of oprichting van een bedrijf vallen, wordt 90 % toegevoegd aan de nationale reserve wanneer de overdracht gebeurt tussen producenten die noch bloedverwant noch aanverwant in de 1e graad zijn.

§ 2. a) Er moet bloed- of aanverwantschap in de 1e graad bestaan tussen de overlater en de overnemer :

1^o voor een landbouwwvennootschap : ten minste in hoofde van één van de beherende vennoten die in de oprichtingsakte van de landbouwwvennootschap werden benoemd of zonder onderbreking gedurende de 9 voorgaande tijdvakken de hoedanigheid van beheerder van deze landbouwwvennootschap hebben;

2^o voor een groepering van natuurlijke personen : ten minste in hoofde van één van de natuurlijke personen waaruit de groepering bestaat.

b) Om bovendien aan de vereiste van bloed- of aanverwantschap in de 1e graad te voldoen, moeten de volgende voorwaarden nageleefd worden :

1^o indien de producent-overnemer een landbouwwvennootschap is, moeten alle beherende vennoten bedoeld in punt a), 1^o onderling bloed- of aanverwant in de 1e graad zijn of bloedverwanten in een zijtak in de 2e graad zijn;

2^o Indien de producent-overnemer een groepering van natuurlijke personen is :

- hetzij moeten alle leden, natuurlijke personen van de groepering, onderling bloed- of aanverwant in de 1e graad of bloedverwanten in een zijtak in de 2e graad zijn;

- soit ce groupement doit être constitué de deux époux. Dans ce cas, le producteur cédant doit être une personne physique ou un groupement de personnes physiques constitué de deux époux.

c) Il ne peut être satisfait à l'exigence du lien de parenté ou d'alliance lorsque soit le cédant, soit le cessionnaire, est une personne morale autre que la société agricole, un groupement de personnes morales ou un groupement de personnes morales et physiques.

§ 3. En outre, des quantités de référence qui font ou ont fait l'objet d'un transfert, 90 % sont ajoutés à la réserve nationale également dans les cas suivants :

a) le producteur-cessionnaire est une personne physique qui a atteint l'âge de 65 ans au 1^{er} avril de la période suivante et qui n'est pas agriculteur à titre principal sans discontinuer durant les 3 périodes précédentes;

b) le producteur-cessionnaire est un groupement de personnes physiques dont l'une des personnes a atteint l'âge de 65 ans au 1^{er} avril de la période suivante et n'est pas agriculteur à titre principal sans discontinuer durant les 3 périodes précédentes;

c) le transfert s'opère en application de l'article 8, 2e alinéa;

d) le producteur-cessionnaire reste en défaut d'apporter la preuve de sa qualité d'agriculteur à titre principal pendant toute la durée de l'année de la prise d'effet du transfert ou, en cas de début d'activité, durant toute l'année civile suivante.

Cette disposition n'est pas d'application en cas de transfert d'une exploitation ou d'une partie de celle-ci entre époux ou entre parents ou alliés au premier degré, et pour autant que le producteur-cessionnaire ne soit constitué que d'une seule personne physique;

e) la totalité de l'exploitation du producteur-cessionnaire ainsi que les terres transférées ne sont pas situées sur le territoire de l'ancienne commune où se situaient les installations de l'unité de production à partir de laquelle les livraisons et/ou les ventes directes comptabilisées par l'Administration DG3 sur la quantité de référence à transférer étaient effectuées au 31 mars 1993, ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine. Le retour à la réserve nationale s'applique également lorsque les terres transférées ne sont pas situées sur le territoire de l'ancienne commune où se situent l'installation laitière et/ou l'étable d'une unité de production du cessionnaire ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine.

Toutefois, lorsque la totalité de l'exploitation du producteur-cessionnaire est constituée d'une seule unité de production et est située sur le territoire de l'ancienne commune où sont situées les installations de cette unité de production ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine, cette retenue pour la réserve n'est pas d'application si l'unité de production à partir de laquelle les livraisons et/ou les ventes directes comptabilisées par l'administration DG3 sur la quantité de référence à transférer étaient effectuées au 31 mars 1993 est située sur le territoire de l'ancienne commune où sont situées les installations de l'unité de production du cessionnaire, ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine.

Lorsque le cédant et le cessionnaire des terres transférées sont parents ou alliés au 1^{er} degré, le retour à la réserve de 90% de la quantité de référence correspondante ne s'applique pas sur la partie de la quantité de référence dont le cédant disposait déjà pour la période du 1^{er} avril 1991 au 31 mars 1992.

f) une des conditions prévues à l'article 5 n'est pas ou n'est plus respectée. »

Art. 5. L'article 10 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 10. § 1er. Des quantités de référence qui font l'objet d'un transfert visé aux articles 5 et 13 entre producteurs parents ou alliés au premier degré qui ne tombent pas dans l'un des cas visés à l'article 9, § 3, 90 % des tranches qui, additionnées à la quantité de référence du cessionnaire avant transfert, augmentent la quantité de référence du cessionnaire après transfert au-delà de 520 000 litres, sont ajoutés à la réserve nationale.

§ 2. 1° Si le producteur-cessionnaire est un groupement de personnes physiques répondant aux conditions de l'article 9, § 2, b), point 2°, 1^{er} tiret, le plafond des 520 000 litres est porté à 720 000 litres.

2° Si le producteur-cessionnaire est une société agricole répondant aux conditions de l'article 9, § 2, b), point 1°, dont tous les gérants répondent aux conditions de l'article 9, § 2, a), point 1°, le plafond de 520 000 litres est porté à 720 000 litres.

- hetzij moet deze groepering uit twee echtgenoten bestaan. In dit geval moet de producent-overlater één natuurlijke persoon of een groepering van natuurlijke personen van twee echtgenoten zijn.

c) Aan de vereiste van bloed- of aanverwantschap is niet voldaan wanneer ofwel de overlater, ofwel de overnemer, een andere rechtspersoon is dan de landbouwenootschap, een groepering van rechtspersonen of een groepering van rechtspersonen en natuurlijke personen.

§ 3. Bovendien wordt van de referentiehoeveelheden die het voorwerp uitmaken of uitgemaakt hebben van een overdracht in de volgende gevallen 90% toegevoegd aan de nationale reserve :

a) de producent-overnemer is een natuurlijke persoon die de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt op 1 april van het volgende tijdvak en die gedurende de 3 voorgaande tijdvakken zonder onderbreking geen landbouwer in hoofdberoep is;

b) de producent-overnemer is een groepering van natuurlijke personen waarvan één van de personen de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt op 1 april van het volgende tijdvak en die gedurende de 3 voorgaande tijdvakken zonder onderbreking geen landbouwer in hoofdberoep is;

c) de overdracht gebeurt in toepassing van artikel 8, 2e lid;

d) de producent-overnemer blijft in gebreke om het bewijs te leveren van zijn hoedanigheid als landbouwer in hoofdberoep gedurende heel de duur van het jaar van de uitwerking van de overdracht of, in geval van beginnende activiteit, gedurende heel de duur van het volgende burgerlijk jaar.

Deze bepaling is niet van toepassing in het geval van overdracht van een bedrijf of van een gedeelte ervan tussen echtgenoten of tussen bloed- of aanverwanten in de eerste graad, en voor zover de producent-overnemer slechts uit één enkele natuurlijke persoon bestaat;

e) het geheel van het bedrijf van de producent-overnemer evenals de overgedragen grond zijn niet gelegen op het grondgebied van de oude gemeente waar de installaties van de produktie-eenheid zich bevonden van waaruit per 31 maart 1993 de leveringen en/of de rechtstreekse verkopen gebeurden die door het Bestuur DG3 op de over te dragen referentiehoeveelheid geboekt werden, of op het grondgebied van een naburige oude gemeente. De afname voor de nationale reserve wordt eveneens toegepast indien de overgedragen gronden niet gelegen zijn op het grondgebied van de oude gemeente waar de melkinstallatie en/of de stal van de produktie-eenheid van de overnemer zich bevinden, of op het grondgebied van een naburige oude gemeente.

Evenwel, wanneer het geheel van het bedrijf van de producent-overnemer uit één produktie-eenheid bestaat en gelegen is op het grondgebied van de oude gemeente waar de installaties van deze produktie-eenheid gelegen zijn, of op het grondgebied van een naburige oude gemeente, is deze afname voor de reserve niet van toepassing indien de produktie-eenheid van waaruit per 31 maart 1993 de leveringen en/of rechtstreekse verkopen gebeurden die door het Bestuur DG3 geboekt werden op de over te dragen referentiehoeveelheid, gelegen is op het grondgebied van de oude gemeente waar de installaties van de produktie-eenheid van de overnemer zich bevinden, of op het grondgebied van een naburige oude gemeente.

Indien de overlater en de overnemer van de overgedragen gronden bloed- of aanverwant zijn in de 1e graad, is de afname voor de nationale reserve van 90% van de betreffende over te dragen referentiehoeveelheid niet van toepassing op het gedeelte van de referentiehoeveelheid waarover de overlater reeds beschikte gedurende het tijdvak van 1 april 1991 tot 31 maart 1992.

f) een van de voorwaarden voorzien in artikel 5 wordt niet of wordt niet meer nageleefd. »

Art. 5. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 10. § 1. Van de referentiehoeveelheden die het voorwerp uitmaken van een overdracht bedoeld in artikelen 5 en 13 tussen producenten die bloed- of aanverwant in de 1e graad zijn en die niet beantwoorden aan een van de gevallen bedoeld in artikel 9, § 3, wordt 90 % van de schijven die, samengevoegd met de referentiehoeveelheid van de overnemer vóór de overdracht, de referentiehoeveelheid van de overnemer na overdracht verhogen tot boven de 520 000 liter, toegevoegd aan de nationale reserve.

§ 2. 1° Indien de producent-overnemer een groepering van natuurlijke personen is, beantwoordend aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9, § 2, b), punt 2°, 1e gedachtestreepje, wordt het plafond van 520 000 liter op 720 000 liter gebracht.

2° Indien de producent-overnemer een landbouwenootschap is, die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9, § 2, b), punt 1°, waarvan alle behorende vennoten beantwoorden aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9, § 2, a), punt 1°, wordt het plafond van 520 000 liter verhoogd tot 720 000 liter.

§ 3. La retenue pour la réserve nationale n'est pas d'application sur la partie de la quantité de référence dont le cédant disposait déjà pour la période du 1^{er} avril 1991 au 31 mars 1992, au cas où le producteur cédant et le producteur-cessionnaire sont parents ou alliés au premier degré et satisfont aux conditions suivantes :

- le cédant ne peut avoir repris une quantité de référence pendant la période en cours;

- ni cédant, ni cessionnaire n'ont atteint l'âge de 65 ans au 1^{er} avril de la période de prise d'effet du transfert;

- le cessionnaire ne peut avoir repris d'exploitation au sens de l'article 1, point 15 durant les 9 périodes qui précèdent ni durant la période en cours. Toutefois, les 9 périodes sont réduites à 5 si la demande de reprise considérée a été introduite antérieurement au 1^{er} janvier 1997;

- si le producteur-cessionnaire ou le producteur cédant ou les deux sont constitués sous la forme d'une société agricole, tous les gérants doivent répondre aux conditions de l'article 9, § 2, a), point 1^o. »

Art. 6. L'article 11 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

- « En cas de non respect d'une des conditions prévues à l'article 1, point 15 et/ou 16, 100 % des quantités de références qui avaient été transférées au producteur en application desdits points 15 ou 16 ou dont il était titulaire au moment de la création sont ajoutés au 1^{er} jour de la période suivante à la réserve nationale. »

Art. 7. A l'article 15 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

A) Le mot « producteur-cessionnaire » est remplacé par le mot « producteur-attributaire ».

B) Au point 5^o sont apportées les modifications suivantes :

- le 3^e tiret est remplacé par la disposition suivante : « - le producteur-attributaire doit s'engager irrévocablement à payer l'indemnité totale pour les quantités de référence lui ayant été réallouées, dans un délai de 10 jours ouvrables suivant la date de communication du résultat de la réallocation.

A défaut de paiement dans ce délai, le producteur-attributaire sera de plein droit redevable d'intérêts calculés au taux légal, à dater du premier jour suivant ce délai. »

- un 6^e tiret est ajouté, stipulé comme suit : « - le producteur-attributaire ne peut avoir introduit pendant la période en cours une demande pour céder temporairement une quantité de référence. »

- un 7^e tiret est ajouté, stipulé comme suit : « - le producteur-attributaire ne peut libérer les quantités de références réallouées durant les cinq périodes suivant la réallocation. »

C) Le point 7^o est remplacé par la disposition suivante : « Pendant les quatre périodes allant du 01 avril 1999 au 31 mars 2003, la réallocation des quantités de référence libérées s'effectue à l'intérieur de chaque zone entre les catégories de producteurs ci-dessous :

a. les producteurs âgés de moins de 35 ans au 1^{er} avril de la période suivante; en cas de producteurs répondant à la condition de l'article 1^{er}, point 7, 4^o, seul peut être pris en compte l'époux ou l'épouse remplissant les conditions fixées à l'article 1, point 7, 1^o.

b. les autres producteurs.

La réallocation s'opère de manière à ce que :

- par zone, 50 % des quantités de références libérées sont réalloués aux producteurs sub a) et les 50 % restant aux producteurs sub b);

- chaque producteur qui entre en ligne de compte, dans chaque catégorie, obtient une quantité égale, sans que celle-ci puisse dépasser la quantité pour laquelle il a fait une demande visée sous 5^o. »

Art. 8. Dans l'article 19 du même arrêté, le § 1^{er} est complété par la disposition suivante : « Selon les modalités déterminées par le Ministre, l'acheteur ou la personne opérant, pour compte de l'acheteur, la récolte de lait est tenu de compléter, lors de chaque récolte, un document à conserver par le producteur individualisant, par unité de production, ses livraisons.

§ 3. De afname voor de nationale reserve is niet van toepassing op het deel van de referentiehoeveelheid waarover de overlater reeds beschikte voor het tijdvak van 1 april 1991 tot 31 maart 1992, indien de producent-overlater en de producent-overnemer bloed- of aanverwant zijn in de 1^e graad en voldoen aan volgende voorwaarden :

- de overlater mag in het lopende tijdvak geen referentiehoeveelheid hebben overgenomen;

- noch overlater, noch overnemer hebben de leeftijd van 65 jaar bereikt op 1 april van het tijdvak waarin de overdracht uitwerking heeft;

- de overnemer mag geen bedrijf overgenomen hebben in de zin van artikel 1, punt 15, gedurende de 9 voorgaande tijdvakken, noch gedurende het lopende tijdvak. De 9 tijdvakken worden evenwel teruggebracht tot 5 als de betreffende vraag tot overname werd ingediend vóór 1 januari 1997;

- Indien de producent-overnemer of de producent-overlater of beiden bestaan uit een landbouwenvennootschap, moeten alle beherende vennoten beantwoorden aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9, § 2, a), punt 1^o. »

Art. 6. Het artikel 11 van hetzelfde besluit wordt met het volgende lid vervolledigd :

- « Indien één van de voorwaarden voorzien in artikel 1, punten 15 en/of 16 niet wordt nageleefd, wordt op de eerste dag van het volgende tijdvak 100 % van de referentiehoeveelheden die aan de producent waren overgedragen in toepassing van de genoemde punten 15 en 16 of waarvan hij op het ogenblik van de oprichting de titularis was, toegevoegd aan de nationale reserve. »

Art. 7. Aan artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) Wordt het woord « producent-overnemer » door het woord « producent-verkrijger » vervangen.

B) In punt 5^o, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- het 3^e gedachtestreepje vervangen door de volgende bepaling : « - moet de producent -verkrijger zich onherroepelijk ertoe verbinden de totale vergoeding voor de aan hem herverdeelde referentiehoeveelheden te betalen binnen een termijn van 10 werkdagen volgend op de datum van mededeling van het resultaat van de herverdeling.

Bij gebrek aan betaling binnen deze termijn zal de producent-verkrijger van rechtswege intresten verschuldigd zijn, berekend aan de wettelijke koers vanaf de eerste dag volgend op deze termijn. »

- een 6^e gedachtestreepje wordt toegevoegd, bepalend dat : « - de producent-verkrijger mag tijdens het lopende tijdvak geen aanvraag hebben ingediend om een referentiehoeveelheid tijdelijk over te dragen. »

- een 7^e gedachtestreepje wordt toegevoegd, bepalend dat : « - de producent-verkrijger kan de herverdeelde referentiehoeveelheden niet vrijmaken tijdens de vijf tijdvakken volgend op de herverdeling. »

C) Punt 7^o wordt vervangen door de volgende bepaling : « tijdens de 4 tijdvakken vanaf 1 april 1999 tot 31 maart 2003 gebeurt de herverdeling van de vrijgemaakte referentiehoeveelheden binnen elke zone tussen de hierna genoemde categorieën producenten :

a. de producenten jonger dan 35 jaar op 1 april van het volgende tijdvak; voor producenten die beantwoorden aan de voorwaarde van artikel 1, punt 7, 4^o, wordt enkel de echtgenoot of de echtgenote in aanmerking genomen die de voorwaarden bepaald in artikel 1, punt 7, 1^o vervult.

b. de andere producenten.

De herverdeling gebeurt zodanig dat :

- per zone worden 50 % van de vrijgemaakte referentiehoeveelheden herverdeeld aan de onder a) bedoelde producenten en de overige 50 % aan de onder b) bedoelde producenten;

- ieder producent die in aanmerking komt, in iedere categorie, krijgt een gelijke hoeveelheid, zonder dat deze hoger kan zijn dan de hoeveelheid waarvoor hij de onder 5^o bedoelde aanvraag heeft ingediend. »

Art. 8. In artikel 19 van hetzelfde besluit wordt § 1 aangevuld met de volgende bepaling : « Volgens de modaliteiten bepaald door de Minister, moet de koper of de persoon die voor rekening van de koper de melkophaling doet, tijdens elke ophaling een document invullen dat door de producent dient bewaard te worden en dat, per productie-eenheid, zijn leveringen individualiseert. »

Art. 9. A l'article 21 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

A) Au 3^e alinéa, les mots "dans le délai visé à l'article 19" sont insérés entre les mots "n'ont pas été communiquées" et "au Ministère".

B) La disposition suivante est ajoutée :

"En cas de reprise d'exploitation en cours de période, le calcul du prélèvement supplémentaire ainsi que celui de la quantité disponible pour l'allocation visée à l'alinéa 1^{er}, sont établis après cumul des ventes et livraisons respectives des producteurs concernés. Le prélèvement supplémentaire est, le cas échéant, dû par le ou les producteurs ayant dépassé la quantité de référence déclarée conservée ou reprise pour cette période. »

Art. 10. L'article 23 du même arrêté est abrogé.

Art. 11. Dans l'annexe du même arrêté, le point A.2. tiret 2 du texte néerlandais est remplacé par la disposition suivante : « - het representatieve vetgehalte van de verminderde referentiehoeveelheid verandert niet. »

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 1999, à l'exception de l'article 9 qui produit ses effets au 1^{er} avril 1998.

Art. 13. Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Art. 9. Aan artikel 21 van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) In het 3^e lid worden de woorden « binnen de termijn waarnaar wordt verwezen in artikel 19 » toegevoegd tussen de woorden « rechtstreekse verkopen niet » en « of op een onjuiste manier ».

B) De volgende bepaling is toegevoegd :

"In het geval van een bedrijfsovername in de loop van het tijdvak, wordt de berekening van de extra heffing en deze van de in het eerste lid voor verdeling bedoelde beschikbare hoeveelheid vastgesteld na samenvoeging van de respectievelijke verkopen en leveringen van de betrokken producenten. In het voorkomend geval is de extra heffing verschuldigd door de producent of de producenten die de voor dit tijdvak verklaarde behouden of overgenomen referentiehoeveelheid heeft overschreden. »

Art. 10. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 11. In de bijlage van hetzelfde besluit wordt het punt A.2. gedachtestreepje 2 van de Nederlandse tekst vervangen door de volgende bepaling : « - het representatieve vetgehalte van de verminderde referentiehoeveelheid verandert niet ».

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1999 behalve artikel 9 dat uitwerking heeft met ingang van 1 april 1998.

Art. 13. Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

F. 99 — 912

[C - 99/16096]

25 MARS 1999. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 18 décembre 1998 portant des mesures complémentaires temporaires de conservation des réserves de poisson en mer

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Vu la loi du 12 avril 1957 autorisant le Roi à prescrire des mesures en vue de la conservation des ressources biologiques de la mer, modifiée par les lois des 23 février 1971 et 18 juillet 1973;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par les lois des 11 avril 1983 et 29 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 21 juin 1994 instituant une licence de pêche et portant des mesures temporaires pour l'exécution du régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche, modifié par les arrêtés royaux des 15 décembre 1994, 4 mai 1995, 4 août 1996, 2 décembre 1996, 13 septembre 1998 et 3 février 1999, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté ministériel du 18 décembre 1998 portant des mesures complémentaires temporaires de conservation des réserves de poisson en mer, modifié par l'arrêté ministériel du 3 février 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que pour l'année 1999 des limitations de captures pour la pêche doivent être fixées afin d'étalement des débarquements, il est nécessaire, en conséquence, de prendre sans retard des mesures de conservation afin de ne pas dépasser les quantités autorisées par la CE;

Considérant qu'un meilleur étalement des débarquements de plies et de soles peut être réalisé en instituant des maxima de captures par jour ou par heure de présence dans certaines zones-c.i.e.m.,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 7 de l'arrêté ministériel du 18 décembre 1998 portant des mesures complémentaires temporaires de conservation des réserves de poisson en mer sont apportées les modifications suivantes :

1° Les mots « VIIa, VIIf,g » sont remplacés par les mots « VIIf,g »;

N. 99 — 912

[C - 99/16096]

25 MAART 1999. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 18 december 1998 houdende tijdelijke aanvullende maatregelen tot het behoud van de visbestanden in zee

De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Gelet op de wet van 12 april 1957 waarbij de Koning ertoe gemachtigd wordt maatregelen voor te schrijven ter bescherming van de biologische hulpbronnen van de zee, gewijzigd bij de wetten van 23 februari 1971 en 18 juli 1973;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1983 en 29 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juni 1994 tot het instellen van een visvergunning en houdende tijdelijke maatregelen voor de uitvoering van de communautaire regeling voor de instandhouding en het beheer van de visbestanden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 december 1994, 4 mei 1995, 4 augustus 1996, 2 december 1996, 13 september 1998 en 3 februari 1999, inzonderheid artikel 18;

Gelet op het ministerieel besluit van 18 december 1998 houdende tijdelijke aanvullende maatregelen tot het behoud van de visbestanden in zee, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 3 februari 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat voor het jaar 1999 vangstbeperkingen moeten vastgesteld worden ten einde de aanvoer te spreiden, is het bijgevolg nodig zonder verwijl behoudsmaatregelen te treffen teneinde de door de EG toegestane vangsten niet te overschrijden;

Overwegende dat een betere spreiding van de aanvoer van schol en van tong kan bewerkstelligd worden door het instellen van maximale vangsten per dag of per uur aanwezigheid in bepaalde i.c.e.s.-gebieden,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 7 van het ministerieel besluit van 18 december 1998 houdende tijdelijke aanvullende maatregelen tot het behoud van de visbestanden in zee worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « VIIa, VIIf,g » worden vervangen door de woorden « VIIf,g »;